

Tout principe est un jugement, tout jugement est l'effet de l'expérience, et l'expérience ne s'acquiert que par l'exercice des sens.

Sade

INNOV.DOC

La Lettre d'Information du Laboratoire Redéploiement Industriel et Innovation
Université du Littoral Côte d'Opale, Dunkerque

n°14 – Mai 2001

EDITORIAL

Contestation contre contestabilité

Les trains qui n'arrivent pas, le courant électrique qui manque, le pollueur qui ne paye pas... Honte, nous dit-on, à la privatisation et à la déréglementation du secteur public. L'hiver dernier, la plus riche région de la planète – la Californie – a connu une panne généralisée d'électricité. Les entreprises de distribution, empêchées de répercuter sur les consommateurs la hausse des prix de l'électricité qu'elles achètent, ont dû couper le courant pour des longues heures. En Angleterre, l'inefficacité du réseau ferré ne serait-il pas le résultat de l'incapacité du privé, qui l'a pris en charge, à fournir un service public convenable ?

La privatisation se comprend comme le moyen dont l'Etat dispose pour combattre les abus des monopoles (source incontestable d'inflation et de rigidité) et laisser au marché le soin de la formation et de la distribution même des ressources considérées comme accessibles par tous les demandeurs, dans les limites de leur pouvoir d'achat. La contestation est fondée sur le fait que la courte vue du privé, guidé par le profit, rend inefficace la gestion et le développement à long terme des biens et services définis comme collectifs. La déréglementation appelle alors à plus de réglementations pour ajuster la myopie des entrepreneurs à la presbytie des gouvernements soumis aux pressions des mouvements constitués d'usagers qui, eux, espérons-le, ont une vue normale, pour le peu qu'ils subissent la vérité des prix et l'évidence de la qualité.

SOMMAIRE

Au Carrefour des Rencontres 2-3

∂ Séminaires « Économie et Innovation »

∂ Ateliers d'Innovations

∂ La "Toile" de RII, la recherche en réseaux

La Recherche en Marche 4-5

∂ Publications & communications

∂ Activités éditoriales

Le Centre « Recherche Universitaire et Études Économiques » 5

Le Point sur... 6-7

∂ Zora HAUCLAIR : Clichés universels

∂ Nathalie MUDARD : Réinventer le « local »

Les Rendez-Vous de RII 8

∂ DESS

« Entrepreneuriat et redéploiement industriel »

∂ Tables rondes

« Science, entrepreneuriat et milieux innovateurs »

∂ Annonces



INNOV.DOC est imprimé sur papier recyclé

Directeur de la publication : Dimitri Uzunidis ♦ Rédactrices : Sophie Boutillier et Blandine Laperche

Le Laboratoire "Redéploiement Industriel et Innovation" est animé par Dimitri Uzunidis et Sophie Boutillier.
Il bénéficie des services scientifiques de la Maison de la Recherche en Sciences de l'Homme, de l'Université du Littoral.

Prix : 20 francs ♦ Abonnement annuel : 50 francs (France) ou 80 francs (étranger)
ISSN 1285-0837 ♦ Publication paraissant en janvier, mai et septembre

Université du Littoral Côte d'Opale – Maison de la Recherche – 21, quai de la Citadelle – 59140 DUNKERQUE
téléphone : 03.28.23.71.34, 03.28.23.71.35 ou 03.28.23.71.47 – fax : 03.28.23.71.10 – email : labrii@univ-littoral.fr

Au Carrefour des Rencontres

Séminaires

« Économie et Innovation »

o *Évolution du travail indépendant à Dunkerque depuis la fin du XIX^{ème} siècle à nos jours (19 janvier 2001)*

Comment a évolué le travail indépendant à Dunkerque entre 1861 à 1999 ? Est-il possible de distinguer différentes phases d'évolution en fonction d'événements économiques, sociaux ou politiques majeurs qui se sont produits à l'échelon local, régional ou national ? En effet, si le travail indépendant diminue à Dunkerque sur la période considérée comme dans le reste de la région ou au niveau national, **P. Pleuvret** constate de petits pics de ré-augmentation après la guerre de 1870, après la première guerre mondiale, après la deuxième guerre mondiale et après... la crise de la fin de années 1970. Est-ce à dire que le travail indépendant augmente lorsque la société est désorganisée que ce soit par des troubles politiques ou économiques ?

o *Le retour de l'économie de marché en Roumanie (9 et 16 mars 2001)*

Depuis une dizaine d'années, l'économie roumaine est en proie à des bouleversements économiques et sociaux. Le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché ne se résume pas à un simple changement de statut de propriété. C'est une conception radicalement nouvelle qui doit s'imposer dans les pratiques et dans les esprits. Mais la situation est d'autant plus difficile que, selon une hypothèse forte de **V. Miftode**, l'histoire de la Roumanie a été déterminée, après la 2^{ème} guerre mondiale, de l'extérieur, indépendamment du fonctionnement social de ce pays. Nombreux sont aujourd'hui les Roumains qui dénoncent l'influence déterminante du FMI et de la Banque mondiale sur les décisions prises par leurs gouvernements successifs.

o *Libre échange et marchés organisés (28 mars 2001)*

Les analyses économiques et idéologiques du libre échange sont nombreuses. Il s'agit des ensembles théoriques qui ont pour but de justifier ou de critiquer l'ordre économique mondial et son évolution. Les modèles logiques qui en découlent traduisent souvent des confusions, et même des déficiences intellectuelles graves. Les discours sur le libre échange masquent les tentatives et les réussites de création et d'organisation des marchés extérieurs en tant que prolongements des économies nationales politiquement et militairement puissantes. **M. Ali** montre dans son travail que le discours de K. Marx défendant le libre échange est originellement différent de celui qui évacue le « temps historique ». La mondialisation ne serait-elle pas coupable ?

Ateliers d'Innovations

o *Le management de la crise, Rémy Volpi, consultant, dr. en gestion (26 janvier 2001)*

La « crise » est un phénomène multiple. Quel indicateur faut-il utiliser en premier ? Est-ce l'emploi, ou le pouvoir d'achat, ou le rendement, le profit, peut-être ?... Pour R. Volpi, Schumpeter, et sa « destruction créative », doit guider nos pas. Dans un contexte de saturation des marchés, et de ralentissement consécutif de la réalisation de profits, la grande entreprise est soumise, plus particulièrement, aux incertitudes provoquées par la rumeur. Son organisation doit intégrer cette variable, car gérer la rumeur et en tirer profit peut transformer une situation de crise en opportunité de croissance.

o *L'aménagement du territoire et la prospective Christel Alvergne, chargée de mission à la DATAR et maître de conférences à l'université de Bordeaux III (2 février 2001)*

L'aménagement « moderne » du territoire en France date du XVII^{ème} siècle. Formidable instrument de la reconstruction, la politique d'aménagement du territoire joue un rôle nouveau depuis la crise des années 1970 pour tenter de régénérer les régions les plus touchées. Aujourd'hui, plus de poids est donné à la prospective. Quatre scénarios différents ont été imaginés. Il y a peu de chance pour que l'un d'entre eux se réalise tel quel, mais ils constituent une base concrète de discussion. Certes, l'an 2000 ne ressemble en rien aux anticipations que les experts avaient imaginées il y a de cela 40 ou 20 ans. Mais, comme l'a rappelé Ch. Alvergne, toutes les sociétés humaines ont besoin de se projeter dans l'avenir. Les sociétés primitives avaient recours à la magie et à la voyance, la société post-industrielle dispose de moyens beaucoup plus sophistiqués, mais la philosophie reste la même, que l'on considère dans le cas des premières que l'avenir est écrit ou au contraire dans le cas de la seconde qu'il est à construire.

o *Les fonds de pension en France, Alban Goguel d'Allondans, Caisse Régionale d'Assurance Maladie, Ile de France (8 mars 2001)*

Depuis le début des années 1960, le débat sur les retraites est récurrent en France. Pourtant, il a pris un aspect à la fois beaucoup plus conflictuel et angoissant depuis ces dix dernières années alors que ce sont combinés un ensemble de circonstances négatives : le maintien du chômage à un niveau élevé, le vieillissement de la population et l'explosion des marchés financiers qui offrent – théoriquement tout au moins – le moyen de bâtir des fortunes. A Goguel d'Allondans a mis en

évidence le fait que les fonds de pension ne peuvent résoudre le problème des retraites, car les autorités françaises s'y prennent bien trop tard (il faut entre 25 et 40 ans pour qu'un fonds de pension soit efficace). Leur raison d'être est qu'ils forment un marché lucratif pour les sociétés d'assurance et les banques.

o **Les relations interentreprises, Philippe Vrain, Centre d'études de l'emploi (15 mars 2001)**

Par l'étude des relations interentreprises, Ph. Vrain montre que aujourd'hui les stratégies de quasi intégration se développent dans un grand nombre de secteurs d'activité, depuis l'automobile, jusqu'à l'agroalimentaire et les services. Ces relations se traduisent surtout par des rapports de dépendance qui s'expriment par des contraintes de qualité et de prix qui pèsent sur les fournisseurs, les sous-traitants et qui ont pour but d'élever la compétitivité des donneurs d'ordres. La flexibilité amène la dégradation des conditions de travail en amont des filières (contrats de travail précaires, maladies liées au stress etc.). Ph. Vrain dresse aussi une typologie des dirigeants et des petites entreprises. Il montre que celles qui réussissent le mieux à se différencier et à s'intégrer dans les filières de production sont dirigées par des patrons qui parviennent à former des équipes aux compétences complémentaires et variées.

o **Les enjeux de la propriété industrielle, Bertrand Warusfel, Université Paris V, Conseil en propriété industrielle (30 mars 2001)**

Comment la propriété intellectuelle peut-elle aider les entreprises innovantes à protéger et à enrichir leur patrimoine immatériel, source de leur créativité ? Bertrand Warusfel en étudie précisément le contenu – technologique, commercial et organisationnel – et montre que la propriété intellectuelle soutient les activités de sauvegarde, d'inventaire et d'évaluation de ce patrimoine. Mais face à la dimension incorporelle croissante des entreprises, le champ d'action de la propriété intellectuelle reste perfectible dans le domaine technique, limité dans le domaine commercial et peu efficace sur les plans organisationnels et humains. Ce qui accroît la pression du marché pour élargir le champ d'application du droit de la propriété intellectuelle et nécessite selon l'auteur une réflexion sur la construction d'un « droit de l'immatériel ».

La "Toile" de RII, la recherche en réseaux

o **Congrès mondial des Systèmes Productifs Locaux, OCDE – DATAR, Cité des sciences et de l'industrie, Paris, 23-24/01/2001**

Dans tous les pays, la mobilisation des acteurs économiques et politiques sur la question du développement économique local est impressionnante. Mais peut-on affirmer qu'elle contraste avec les politiques de globalisation de l'industrie et de la finance ? Les « systèmes productifs locaux », comme on les nomme

en France, les « distetti industriali » selon les Italiens, ou les « clusters » selon les Anglo-saxons, sont des réseaux de petites et grandes entreprises dont les liaisons et interactions s'intensifient à mesure que le potentiel – public – d'innovation et d'ingénierie s'accroît. Si aucun modèle d'organisation ne semble l'emporter, le Congrès a mis en évidence le rôle du dynamisme institutionnel local dans la formation de ressources productives et la création d'innombrables opportunités de profit qui guident les choix d'investissement des entreprises, pour donner par la suite à une économie locale la possibilité de s'attribuer le label de « territoire attractif » (ou non).

o **Journée d'étude Nouvelles technologies de l'information et de la communication et contrôle du salarier, Euroforum, Pavillon Dauphine, Paris, 30-31/01/2001**

Les technologies de l'information et de la communication sont-elles utilisées à des fins policières privées au sein des entreprises ? Les cas de fraude de dirigeants se multiplient mettant en cause l'usage qui est fait de ces formidables outils de rapprochement et d'intégration sociale. La surveillance du travail des salariés, de plus en plus lié à l'utilisation de l'ordinateur et des réseaux, est confiée à des cadres qui sont tenus pour responsables en cas d'abus. Le courrier électronique est considéré par la loi comme faisant partie de la correspondance privée. La vie personnelle est ainsi livrée à l'employeur. Mais, comme l'a montré M. Richevaux, ce sont les cadres, chargés de la surveillance qui supportent le risque en cas de litige ; l'entreprise doit à son tour assumer ce coût qui alourdit ses charges.

o **Séminaire Economie de la Grèce, Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Paris, 2/04/2001**

La Grèce est le dernier Etat européen qui a été accepté dans la zone euro ; unique pays candidat qui a été, en 1998, refusé d'accès. En juin 2000, le sommet européen de Feira a reconnu les efforts de convergence et d'ajustement réalisés : réduction des déficits publics, de l'inflation et des taux d'intérêt, stabilité monétaire. D. Uzunidis a présenté quelques traits caractéristiques des mesures économiques prises par le gouvernement grec pour que l'euro devienne monnaie de la Grèce, puis il a fait état des nouveautés sociales (accroissement de la flexibilité, allègement de l'appareil étatique, rapide financiarisation de l'épargne et du capital, etc.).

Décès

Avec grande tristesse nous annonçons la disparition de notre ami et collègue

Pierre Van Acker

Mathématicien, membre du laboratoire Redéploiement Industriel et Innovation, Pierre était là depuis nos débuts jusqu'à ce 1er février 2001, lorsqu'en s'en allant nous a déchiré le cœur...

La Recherche en marche

Publications & Communications

Janvier – Mai 2001

- * BOUTILLIER S., De la critique du modèle néoclassique aux hérésies économiques, une approche de l'analyse de la crise économique chez Joan Robinson in Geoffrey HARCOURT, *L'Economie rebelle de Joan Robinson*, col. Economie et Innovation, Série Krisis, L'Harmattan, 2001.
- * BOUTILLIER S., L'entrepreneur face à la propriété industrielle, histoire et actualité, in Blandine LAPERCHE (coord.), *Propriété industrielle et innovation, la « nouvelle économie » fausse-t-elle l'enjeu ?*, col. Economie et Innovation, L'Harmattan, 2001.
- * BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., *L'économie de la Grèce : la marche européenne*, Document de travail, n°40, Lab.RII, ULCO, Dunkerque, 2/2001.
- * COPPIN O., *Création et répartition de la valeur ajoutée dans le bassin d'emploi de Dunkerque depuis 1982, une étude appliquée aux salaires*, Document de travail, OERD, RUEE, Lab.RII, ULCO, Dunkerque, 12/2000 (Doc. de travail, n°39).
- * LAPERCHE B., UMTS. Vers un échec généralisé ? Promesses ou fiasco ?, *L'Humanité*, 1/02/2001.
- * LAPERCHE B. (coord.), *Propriété industrielle et innovation, la « nouvelle économie » fausse-t-elle l'enjeu ?*, col. Economie et Innovation, L'Harmattan, 2001.
- * LAPERCHE B., Brevets et normes techniques. De l'incitation à l'invention au contrôle de l'innovation, in Blandine LAPERCHE (coord.), *Propriété industrielle et innovation, la « nouvelle économie » fausse-t-elle l'enjeu ?*, col. Economie et Innovation, L'Harmattan, 2001.
- * LAPERCHE B., BELLAIS R., Entrepreneurs, capital-risque et croissance des grandes entreprises, *Problèmes économiques*, n°2704-5, 14-21/03/2001
- * MUDARD-FRANSSSEN N., *La question des « Systèmes de Production Localisés », Local is beautiful*, Document de travail, n°37, Lab.RII, ULCO, Dunkerque, 2/2001.
- * RICHEVAUX M., La responsabilité des cadres en cas d'atteinte à la vie privée des salariés, Journée d'étude *Nouvelles technologies de l'information et de la communication et contrôle du salarié*, Euroforum, Pavillon Dauphine, Paris, 30-31/01/01.
- * RICHEVAUX M., *Nouvelles technologies de l'information et de la communication. Vie privée des salariés et responsabilité pénale*, Document de travail, n°38, Lab.RII, ULCO, Dunkerque, 2/2001.
- * RICHEVAUX M., BUSEINE G., RUGET C., La mise en place des 35 heures dans les hôpitaux, Colloque *La métamorphose du temps de travail en milieux hospitalier et médico-social*, Grefige, IAE Nancy, 18-19/04/2001.
- * RICHEVAUX M., Internet dans l'entreprise, aspects de droit syndical, Colloque *Communication*, Confédération, Générale du Travail, Paris, 26-27/04/2001.

* UZUNIDIS D., Base industrielle de défense, innovation et compétitivité, *Ecodef*, Ministère de la Défense, n°13, janvier 2001.

* UZUNIDIS D., Enseigner l'entrepreneuriat, les deux voies, Créer et gérer votre entreprise – *Creascope*, Avis d'expert, www.creascope.fr, 16/02/2001.

* UZUNIDIS D., 2001, l'euro, monnaie de la Grèce, Séminaire *Economie de la Grèce*, INALCO, 2/4/2001.

* UZUNIDIS D., La marchandisation de la recherche publique en France et la question de la propriété industrielle, in Blandine LAPERCHE (coord.), *Propriété industrielle et innovation, la « nouvelle économie » fausse-t-elle l'enjeu ?*, col. Economie et Innovation, L'Harmattan, 2001.

Activités éditoriales

✓ Jean-Pierre CHANTEAU, *L'entreprise nomade, Localisation et mobilité des activités productives*, col. « Economie et Innovation », L'Harmattan, 2001, 256 pages.

Ce livre propose une méthode d'économie appliquée. La réponse à la question empirique sur la mobilité et la localisation des activités productives appelle au préalable une réflexion conceptuelle (sur la territorialité des acteurs économiques) et théorique (la spatialisation des approches conventionnalistes, institutionnalistes ou évolutionnistes). Il dresse d'abord un bilan des analyses économiques des localisations, depuis l'approche classique jusqu'à la nouvelle économie géographique, en les confrontant aux conceptualisations de l'espace, du temps et de l'acteur économique. Puis Jean-Pierre CHANTEAU définit – en prolongement des travaux sur la connaissance, l'information ou l'intelligence, et en s'appuyant sur l'apport d'autres disciplines (géographie, sociologie, sciences cognitives...) – comment l'acteur économique s'empaigne de son milieu pour résoudre au présent un problème futur tel qu'il se le représente. Le dernier chapitre fournit une application empirique : les délocalisations et les déplacements d'entreprises en France, et plus particulièrement, en Rhône-Alpes.

✓ Geoffrey HARCOURT, (coordination)
Auteurs : Geoffrey HARCOURT, Maria Cristina MARCUZZO, Sophie BOUTILLIER, Pierre LE MASNE, Guy CAIRE, Guillaume QUIQUEREZ, Larry UDELL, Claudio SARDONI, Michael E. BERSTEIN, *L'Economie rebelle de Joan Robinson*, col. « Economie et Innovation », Série Krisis, L'Harmattan, 2001, 218 pages.

De par son œuvre prolifique et ses multiples engagements, cette économiste britannique a été l'un des protagonistes des controverses économiques et politiques qui ont traversé et façonné le XIX siècle. Après quelques hésitations académiques, elle a pris le parti de l'histoire pour proposer une méthode d'analyse et de compréhension des rapports économiques et sociaux à partir des travaux de Keynes, et aussi de Marx ou de

Kalecki. Ce livre présente quelques aspects des interrogations profondes qu'ont nourri et mis en ébullition cet esprit inquiet, curieux et pragmatique : sur la science, l'idéologie, le politique, l'imperfection économique, l'injustice. Les auteurs retracent aussi le parcours intellectuel et universitaire de Joan Robinson, mère d'un courant post-keynésien.

✓ **Blandine LAPERCHÉ (coordination)**

Auteurs : Daniel HANGARD, Jean-Philippe MULLER, Sophie BOUTILLIER, Bertrand WARUSFEL, François-Louis BILLON, Geoffroy DUBUS, Blandine LAPERCHÉ, Alfredo ILARDI, Sylvie ROZENFELD, Maurice CASSIER, Dimitri UZUNIDIS, *Propriété industrielle et innovation, la "nouvelle économie" fausse-t-elle l'enjeu ?*, col. « Economie et Innovation », L'Harmattan, 2001, 192 pages.

Internet et le vivant reformulent la question de la propriété industrielle. Le brevet, en particulier, étend sa sphère d'application. De l'entrepreneur innovateur à la grande entreprise, le brevet s'introduit dans les universités, faisant du chercheur un créateur direct de marchandises et de profit. Au niveau international, le droit tend à protéger les industriels, aux dépens des droits nationaux sur les ressources naturelles. Ce livre étudie le rôle mais aussi les limites de la propriété industrielle dans la stratégie des entreprises. Les auteurs débattent sur les conséquences de l'extension de la propriété industrielle – dans l'objet, l'espace et les institutions concernées – sur la continuité du progrès technique, social et humain, qui repose aussi sur le libre accès de tous aux connaissances scientifiques et techniques.

Centre “Recherche Universitaire et Études Économiques”

La RUEE vers les affaires

o La création d'une nouvelle entreprise dans l'intermédiation électronique

Olivier Pelletier, diplômé de l'enseignement supérieur, et disposant d'une expérience entrepreneuriale conséquente, a exposé aux étudiants du DESS Entrepreneuriat et Redéploiement Industriel les premiers pas de sa nouvelle entreprise, Capsurf. Cette entreprise, offre aux PME un service nouveau : la gestion de leurs sites internet de haute performance incluant un suivi au plus près des exigences du client. D'où l'idée de collaborer avec l'association du DESS ERI, INNOVAL, pour diversifier l'offre de services.

Contact : Olivier Pelletier, pelletier.o@wanadoo.fr

connu une longue période de chômage. Ils valorisent ainsi leur compétence et expérience professionnelles. Un autre tiers est composé de jeunes (moins de 35 ans) qui ne trouvent pas un emploi salarié sur place ou qui ne peuvent pas se déplacer pour en rechercher un ailleurs. Enfin, certains jeunes diplômés (études commerciales ou techniques) se mettent à leur compte dans les services aux particuliers et télématiques.

Le manque d'emplois salariés dans l'industrie et l'opportunité de l'Internet de proximité font le petit entrepreneur dans une économie à activités diffuses.

Contact : Nathalie Mudard, labrii@univ-littoral.fr

o DK Facile : prix « Jeunes créateurs du littoral »

Le premier prix du concours « Jeunes créateurs » lancé par RUEE et le DESS « Entrepreneuriat et redéploiement industriel » a été attribué à monsieur *Pascal Rohart*. Jeune diplômé de l'Université du Littoral, il a présenté un projet de création d'entreprise dans le domaine de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Son entreprise, *DK Facile*, de prestation de services dans le tourisme, le commerce et l'artisanat a été jugée innovante pour les faits socio-économiques du littoral nord.

Ce prix de est financé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dunkerque.

Contact : Pierre Pleuvret

Tél. : 03.28.23.71.34 ; e-mail : ruee@univ-littoral.fr

o OBSERVATOIRE ECONOMIQUE DE LA REGION DE DUNKERQUE, Aménagement du territoire et développement local

L'étude présentée dans le cadre de l'OERD par Olivier Coppin à l'intention des collectivités locales souligne les faibles perspectives de refondation de l'économie dunkerquoise, ancestralement conditionnée par la concentration industrielle. Il avance en effet la thèse du passage, depuis le milieu des années 1970, de la verticalité des décisions et des ordres économiques (planification, administration centralisée des investissements par l'Etat), expliquée, elle-même, par l'organisation industrielle verticale (grands complexes d'établissements d'unités de production contrôlés et administrés par des sièges sociaux d'entreprises regroupant l'ensemble des services de l'appareil décisionnel) à une certaine horizontalité de prise de décisions. Cette horizontalité illustrée par le renforcement du rôle économique et politique des collectivités territoriales peut être à son tour expliquée par la déconcentration intégrante des structures industrielles. La « flexibilité » ne peut être analysée que par la modification des rapports pyramidaux entre Etat et collectivités, entre société-mère ou pivot, filiales et co-traitants. L'intégration par le contrat et la finance devient alors plus importante que la gestion centralisée et concentrée des entreprises et... des territoires.

o Entrepreneuriat et Désindustrialisation

Dans le cadre des travaux régionaux sur l'entrepreneuriat, RUEE avec l'association du DESS Entrepreneuriat et Redéploiement Industriel, INNOVAL, a réalisé une nouvelle enquête auprès des nouveaux créateurs d'entreprise dans le Dunkerquois. Les résultats vont dans le sens des mutations sociales que connaît une région qui est en train de perdre son identité industrielle. Le tiers des créateurs ont plus de 50 ans et ont

Le Point sur...

Clichés universels

Zora HAUCLAIR

Les visiteurs ne cessaient de rire en regardant l'homme en complet - veston zigzaguant dans cet espace réduit. Leur rire étonné, quelquefois moqueur, était communicatif : Mais, que fait-il ?, souriait-on ici et là.

La scène était pour le moins surprenante : il s'arrêtait chaque fois, comme par instinct pour ne pas buter contre l'obstacle, se retournait en haussant les épaules – ce qui élevait la mallette d'attaché diplomatique tenue au bout de son bras – soufflait quelques mots parfois plus vifs dans l'objet rectangulaire que l'autre main posait sur l'oreille, effectuait environ quinze pas, puis se livrait sans relâche au même rituel. Il semblerait, d'après l'écho qu'il s'agisse là d'une *"Discussion avec un collègue de travail au sujet d'une négociation commerciale en voie d'échec"*.

S'il criait si fort dans son boîtier sans pour autant être audible, c'est à cause du bruit que provoquait *"Le Progrès"*. A sa droite, la *"circulation automobile"*, qui remportait un vif succès, démontrait sa capacité à charrier les foules occupées, en un sens giratoire obligatoire. Les klaxons assourdissants jaillissaient de ce tambour de machine à laver où ces ribambelles de marques se trimballaient, affichant fièrement la couleur de leur concepteurs, assez imaginatifs pour ajouter toujours quelques gri-gri irrésistibles aux porte-monnaie les plus récalcitrants.

A sa gauche, raison d'être de l'automobile, l'usine ultra sophistiquée, "de retraitement des déchets industriels", aseptisée de l'intérieur mais qui rejetait, expliquait le panneau, une fumée – certes jaunâtre et puante – mais... "non polluante". Pour preuve, on avait planté quelques arbres autour et déposé quelques nids au creux des branches. Sans conteste, l'industrialisation se donnait une image propre. Sans doute alors, la maigre végétation et les chants enrôlés des oiseaux s'expliquaient par *"la circulation automobile"*.

Plus loin, l'un de ces paradoxes de l'histoire : trois hommes accroupis autour d'un bout de flamme, aux vêtements usés. Ils avaient récupéré quelques cartons et semblaient s'en abriter. Étrange, pour une époque où les immenses bâtisses emplissaient les villes. Le qualificatif était d'ailleurs assez contradictoire : *"Sans abri"*. Nous repassions devant la rue qui marquait le début de notre promenade et je commençais à comprendre le bandeau fièrement accroché entre les deux trottoirs : "Nos conquêtes sociales".

En plein milieu de l'esplanade de Reuilly, un attroupement s'était formé pour comprendre ce que signifiait *"L'inertie de la jeunesse désœuvrée"* : agglu-

tinés sur un banc, deux assis sur le dossier, deux autres vautrés sur les planches, quatre adolescents vêtus de bonnets, de pantalons ultra larges, de chaussures de sport sans lacet, les yeux embués par la fumée que provoquaient les tiges fumantes qu'ils cherchaient à faire tenir en équilibre entre leurs lèvres inférieures et supérieures. Ces quatre jeunes gens étaient concentrés sur des boîtiers sur lesquels ils appuyaient frénétiquement, et parfois poussaient un cri de victoire, ou nerveusement, aspiraient très fort dans la tige fumante et soufflaient tout aussi nerveusement la fumée grisâtre. Peut-être avaient-ils perdu l'usage de la parole et communiquaient-ils par l'intermédiaire des boîtiers ? Étaient-ils malades pour porter des bonnets de laine en plein été ? ... L'étonnement grandissait.

Les abords du lac Daumesnil regorgeaient de bizarreries. En lignes et en colonnes, *"hommes et femmes de la lune du temple"* s'essoufflaient à des mouvements de gymnastes raidis tout en murmurant des MMMh, ouaH, MMMh, ouaH, ... rythmés par les ordres présumés d'un vieillard en tunique blanche assis dans un fauteuil rouge et tenant un bâton d'or recourbé. Mais l'odeur de camphre et d'épices qu'ils diffusaient n'attirait guère.

A côté, *"Les retraités en excursion"* écoutaient attentivement les explications d'un guide qui donnait les conseils relatifs au bon usage des Pédalos. On entendait quelques bribes de discussion :

– "Avec mes rhumatismes, comment voulez-vous que je pédale ?"

– "Je vous l'avais dit, à votre âge, Germaine, vous auriez dû prendre le stage crochet".

En soi, la scène était peu intéressante mais les visiteurs hésitaient entre moquerie et horripilation, dégoût même d'imaginer ce que devenait l'humain, physiquement et intellectuellement à mesure du temps. Je préférerais oublier l'endroit et me dirigeais vers celui qui attirait la foule curieuse : la rue Claude Decaen dédiée pour l'occasion aux *"Commerces"* en tous genres.

Au *"Petit Commerce oui ta ouit"* installé (à la vavite) dans l'angle, le regard de la grosse dame de la caisse suivait anxieusement les mouvements d'un groupe de jeunes gens, en bonnets de laine (était-ce une habitude ?), qui s'attardaient devant l'un des rayons. L'expression de son visage (que je saisisais parfaitement à l'endroit où je me trouvais) trahissait sa pensée : ses gros yeux ronds ne pouvaient se concentrer sur la comptabilisation du panier de la ménagère et s'apprêtaient à chaque battement de cil à ordonner l'arrestation d'un jeune homme soupçonné voleur. Ses mains tremblaient de crainte de ne pas apercevoir à temps un geste sournois de dissimulation et d'être ainsi privée de la recette d'une boîte de saucisse ou d'une bouteille de soda. Non loin de là, un jeune homme qui semblait (du fait de la forme de ses yeux) être son fils, était lui aussi

à l'affût et s'affairait inutilement devant un cageot de pommes qui pourtant n'avait nullement besoin de tant d'attention. Finalement, le calme retombait jusqu'à l'arrivée d'un vieil homme qui, aux yeux de la grosse dame – n'avait pas l'air bien catholique –, et était donc aussi un coupable en puissance.

A côté, le "Le grand magasin Fric et Chic", une référence alors incontournable, affichait les soldes de fin d'été et le flot de consommateurs se jetait sur les robes, arrachait les vêtements de leurs portants et scrutait nerveusement les étiquettes, à la recherche d'une bonne affaire. La scène rappelait le commerce des nouveautés décrite plus d'un siècle auparavant par Émile Zola, dont j'avais trouvé un exemplaire chez le vieux bouquiniste du bazar. Malgré l'accumulation des objets, des richesses, rien dans le comportement ne semblait avoir changé et cette folie de l'achat semblait même s'être étendue, démocratisée (était-ce là le principal attribut de la démocratie d'alors ?) des classes supérieures de la population à son ensemble.

D'ailleurs, la rue fourmillait de Zombies harnachés de gadgets (boîtiers dans lesquels ils parlaient, sur lesquels ils tapaient, qu'ils secouaient même parfois, anneaux insérés sur la peau, paquets en tous genres tirant sur les mains). Ils ne parlaient jamais que pour crier contre l'un qui le bousculait, l'autre qui le gênait. Ces gens avaient les traits tirés, les regards méchants, pressés, mesquins, tristes fusaient sans qu'on puisse arracher un sourire à n'importe quelle bouche...

Heureusement, le haut parleur de l'exposition indiquait sa fermeture imminente. Je n'avais pu tout voir mais j'avais comme un poids dans le cœur, ma respiration était rapide, j'étais comme oppressée par ce spectacle qui finalement était le quotidien de quelques uns de mes prédécesseurs. J'avais hâte de quitter ce lieu. Les portes se refermaient sur ces spécimens des années 1990 maintenus en vie par les méthodes anciennes et dont on avait reconstitué quelques scènes de la vie quotidienne. Sur le dernier enclos qui marquait la sortie était inscrit : *Plus jamais ça*. A l'intérieur, seule, une chaise vide, de laquelle pendaient quelques fils.

Réinventer le « local »

Nathalie MUDARD

« Systèmes productifs locaux », « grappes d'entreprises », « districts industriels », « agglomérations d'entreprises »... Toutes ces expressions désignent des regroupements géographiques d'entités productives aux activités connexes. Une « grappe » peut compter un petit nombre d'entreprises, petites et grandes. Certaines grappes, dans les districts italiens p. ex., se composent surtout d'entreprises de petite taille. Dans d'autres, de grands établissements (Dunkerque, Nantes, Hambourg,...), parfois d'origine étrangère, forment le cœur de la grappe. La concentration géographique des entreprises peut donner naissance à un marché de travail local et spécialisé. La proximité offre des possibilités de collaboration à effets d'apprentissage interactifs et cumulatifs. Les réseaux permettent aux entreprises de coopérer dans des domaines aussi divers que la formation, le financement, le développement technologique, la conception, la sous-traitance, la distribution, l'exportation.

Les décideurs politiques savent que l'appartenance à une grappe et à un réseau interentreprises peut accroître la productivité, la diversification, la fréquence de l'innovation et la compétitivité d'une entreprise.

Territoires de naissance : Les systèmes productifs locaux – SPL – (autre nom des grappes) résultent de processus actifs. Ils naissent, évoluent, déclinent ou meurent. Les entreprises pour affronter la concurrence mondiale doivent innover constamment. Les infrastructures, les services, les réseaux et les compétences progressivement constitués dans les SPL sont pour l'entreprise individuelle des appuis face à la concurrence. Les acteurs d'un SPL sont nécessairement liés par des pratiques complexes, où

se mêlent la concurrence et la coopération entre entreprises et institutions. Les SPL sont des constructions sociales enracinées dans une histoire, un savoir-faire, caractéristiques de chaque territoire.

On assiste dans plusieurs pays à la montée en puissance au niveau local de modes d'organisation et de régulation des acteurs publics et privés autour de stratégies globales de développement. Nous notons qu'il n'existe pas de modèles, mais des méthodes d'organisation. La loi Voynet donne aux Pays la mission de développement économique, comme la loi de l'intercommunalité permet le groupement des communes. C'est l'intervention publique qui conditionne l'accumulation dans un SPL.

Raisons d'entreprendre : Dans les années 1990, l'Etat décide de mettre en réseau les acteurs de l'innovation. Puis, des projets locaux ont émergé dans le cadre des contrats Etat-Régions (p. ex., les plates-formes technologiques). Certaines régions en tirent profit. Le regroupement, en effet, sur un même lieu des centres de recherche et de formation stimule la diffusion des technologies auprès et entre les entrepreneurs. Aussi, ce regroupement, aidant l'amélioration de la productivité d'une chaîne de valeur, engendre des innovations incrémentales qui donnent au territoire un avantage spécifique reconnu à l'extérieur.

La pérennité des SPL dépend de la dynamique entrepreneuriale assurant le renouvellement du tissu des entreprises et permettant la flexibilité nécessaire pour s'adapter au marché.

Mais... Comment s'assurer que les nouvelles entreprises s'intégreront dans le cadre de régulation caractéristique du SPL ? Quelles sont les formes d'intervention publique locale pour promouvoir l'entrepreneuriat endogène ?

Les Rendez-vous de R.I.I.

« Donner corps à l'esprit d'entreprise »

DESS ENTREPRENEURIAT ET REDÉPLOIEMENT INDUSTRIEL

Université du Littoral Côte d'Opale Université de Picardie Jules Verne

à DUNKERQUE et AMIENS
avec : 20 grandes entreprises
15 institutions
10 associations professionnelles

<i>Admissibilité</i>	<i>Débouchés</i>
- Maîtrise en sciences humaines et de l'ingénieur	- Créateurs d'entreprise
- Diplômé des grandes écoles	- Cadres d'entreprise
- Acquis professionnels	- Experts en développement et en aménagement
- Formation continue	- Consultants
	- Managers de projet

Candidature à déposer avant
1^o session : 4 juillet 2001
2^o session : le 30 septembre 2000

Renseignements :
Sophie Boutillier, Blandine Laperche (Lab.RII)
21, quai de la Citadelle, 59140 Dunkerque
Tél. : 03 28 23 71 34 ou 47, e-mail : labrii@univ-littoral.fr

APPEL A COMMUNICATION TABLES RONDES

« *Science, entrepreneuriat et milieux innovateurs* »
Laboratoire Redéploiement industriel et innovation - ULCO
Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation
25 et 26 octobre 2001

La proximité géographique entre science, technologie et industrie conditionne l'émergence d'innovations. Les interactions sont organisées par le jeu combiné des acteurs privés et des institutions publiques. Trois thématiques :

- *Innovation et rapports de proximité*
- Historique et prospective de l'innovation ; Facteurs de localisation des entreprises ; Recherche publique et innovation ; NTIC et proximité.
- *Création d'entreprises innovantes : la richesse du milieu*
- Naissance et pérennité des petites entreprises innovantes ; Rapports interentreprises et coopération à l'échelle locale ; Définir le milieu innovateur, quels exemples ?
- *L'organisation de la valorisation de la recherche*
- Les acteurs du milieu innovateur : processus spontané ou administré ? Types de milieux innovateurs ; Cadre légal et économique de la valorisation de la recherche.

Date limite d'envoi des propositions de communication (une page) : le 15 juin 2001.

Date limite d'envoi des communications (40 000 caractères maximum) : le 30 septembre 2001.

Responsable d'organisation : Dimitri Uzunidis (Lab.RII)
Tél. : 03 28 23 71 35 ou 43, e-mail : labrii@univ-littoral.fr

ANNONCES...

Coordination
Geoffrey HARCOURT

L'ECONOMIE REBELLE DE
JOAN ROBINSON



Economie et Innovation
Série Krisis
L'Harmattan

► Website : www-heb.univ-littoral.fr/rii

Coordination
Blandine LAPERCHE

PROPRIETE INDUSTRIELLE
ET INNOVATION
*La « nouvelle économie »
fausse-t-elle l'enjeu ?*

Préface de Daniel Hangard
Directeur général de l'INPI



Economie et Innovation
L'Harmattan

